

Art. 71. Opgeheven worden :

1° de artikelen 1 tot 5 van het besluit van de Executieve van 5 juli 1985 tot instelling van een Commissie voor de letteren van de Franse Gemeenschap;

2° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 21 oktober 1987 houdende oprichting van de Adviescommissie voor het amateurtoneel;

3° de artikelen 2 tot 6 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 4 april 1988 tot vaststelling van de nadere regels voor steun aan het uitgeversbedrijf in de Franse Gemeenschap;

4° de artikelen 1 tot 6 en 9 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 juni 1988 tot oprichting van een Commissie van advies voor de beeldende kunsten van de Franse Gemeenschap;

5° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 28 maart 1990 tot oprichting van de Raad voor het Boek van de Franse Gemeenschap Wallonië-Brussel;

6° de artikelen 1 tot 12, en 14 van het besluit van de Executieve van 26 juni 1990 tot instelling van een Hoge Raad voor Etnologie van de Franse Gemeenschap van België;

7° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 19 maart 1991 tot instelling van een Raad voor de endogene gewestelijke talen van de Franse Gemeenschap van België, met uitzondering van artikel 12;

8° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 december 1994 betreffende de Adviescommissie voor de Culturele Centra;

Art. 72. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 73. De Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wier bevoegdheid de Cultuur behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 juni 2006.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2006 — 3806

[2006/202954]

30 JUIN 2006. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis oeuvrant dans le secteur culturel

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis oeuvrant dans le secteur culturel, notamment l'article 3, § 2, alinéa 1^{er}, et l'article 7, § 4, modifiés par le décret du 20 juillet 2005, et l'article 15 remplacé par le décret du 20 juillet 2005 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances du 24 janvier 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 27 janvier 2006;

Vu l'avis n° 39.842/4 du Conseil d'Etat, donné le 27 février 2006, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances du 15 juin 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 30 juin 2006;

Sur la proposition de la Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse;

Après délibération du Gouvernement,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° « Décret » : le décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis oeuvrant dans le secteur culturel;

2° « L'Administration » : la direction générale de la Culture du Ministère de la Communauté française;

3° « Organisation représentative agréée » : l'organisation représentative d'utilisateurs agréée en vertu de l'article 7 du décret et du chapitre III du présent arrêté ;

4° « Le Ministre » : le Ministre qui a dans ses attributions la matière dont relève le secteur concerné.

CHAPITRE II. — De la nomination des membres de l'instance d'avis

Art. 2. § 1^{er}. Le Ministre nomme les membres des instances d'avis après l'appel public aux candidatures prescrit à l'article 3, § 1^{er}, du décret.

§ 2. Cet appel est publié par l'Administration au *Moniteur belge* et est immédiatement diffusé sur le site Internet www.culture.be. Il est transmis aux instances d'avis concernées.

§ 3. L'appel public à candidature précise les éléments suivants :

1° les incompatibilités énoncées à l'article 2 du décret;

2° l'intitulé et l'objet du ou des mandats;

3° le contenu de l'acte de candidature pour que ce dernier soit considéré comme complet;

4° l'adresse à laquelle il doit être envoyé;

5° le délai dans lequel il doit être envoyé.

L'acte de candidature doit :

- a) justifier la motivation du candidat à siéger au sein de l'instance;
- b) indiquer le(s) mandat(s) pour le(s)quel(s) le candidat postule, en tant qu'effectif ou suppléant;
- c) indiquer la qualité en laquelle le candidat se présente (s'il se présente en tant que professionnel, expert, usager et/ou s'il se réclame d'une tendance idéologique ou philosophique);
- d) être accompagné du *curriculum vitae* du candidat;
- e) justifier la compétence ou l'expérience professionnelle du candidat lorsqu'il se présente comme expert ou professionnel.

Art. 3. Les candidatures sont adressées à l'Administration, dans un délai de trente jours à dater de la publication de l'appel public au *Moniteur belge*.

Elles font l'objet d'un accusé de réception de l'Administration précisant, s'il échet, les pièces manquantes. L'Administration envoie cet accusé dans les quinze jours de la réception de la candidature. Les pièces manquantes sont versées au dossier si elles sont communiquées à l'Administration dans les quinze jours de l'envoi de l'accusé de réception de la candidature.

Seul le dossier de candidature complet est recevable.

Art. 4. § 1^{er}. Le Ministre invite les organisations représentatives agréées concernées à lui communiquer la liste des personnes qu'elles désignent pour les représenter au sein de l'instance.

Cette invitation est faite par courrier recommandé avec accusé de réception, dans les quinze jours à dater de la parution de l'appel aux candidatures au *Moniteur belge*.

§ 2. Dans les trente jours à dater de la réception de l'invitation, les organisations représentatives agréées consultées transmettent au Ministre et à l'Administration, par courrier recommandé, une liste de personnes qu'elles désignent pour les représenter au sein de l'instance d'avis.

Ces organisations joignent à la liste communiquée à l'Administration toute pièce justifiant la compétence ou l'expérience professionnelle, dans le secteur concerné, des personnes qu'elles désignent.

Art. 5. Le Ministre nomme les membres de l'instance d'avis, dans un délai de cent vingt jours à dater de l'expiration du délai visé à l'article 3, alinéa 1^{er}, du présent arrêté.

CHAPITRE III. — *De la demande d'agrément et de la demande de renouvellement d'agrément d'organisations représentatives*

Art. 6. § 1^{er}. L'organisation représentative qui sollicite son agrément introduit sa demande par écrit auprès de l'Administration.

§ 2. Pour être recevable, la demande d'agrément doit être accompagnée des documents suivants :

- 1° une copie des statuts de l'organisation en vigueur à la date de la demande, tels que publiés au *Moniteur belge*;
- 2° le règlement d'ordre intérieur de l'organisation;
- 3° une liste actualisée des membres de ses organes de gestion;
- 4° le nombre de membres du secteur concerné qu'elle représente;
- 5° un rapport moral précisant notamment les activités développées pendant l'année qui précède l'année de l'introduction de sa demande;
- 6° le projet d'activités prévues au cours de l'année qui suit l'introduction de la demande d'agrément;
- 7° les comptes de l'année précédant la demande et le budget de l'année de la demande;
- 8° le relevé des membres du personnel, rémunéré ou non, occupé par l'organisation;
- 9° le relevé des moyens matériels dont dispose l'organisation.

La demande d'agrément fait l'objet d'un accusé de réception de l'Administration précisant, s'il échet, les pièces manquantes. L'Administration envoie cet accusé dans les quinze jours de la réception de la demande. Les pièces manquantes sont versées au dossier si elles sont communiquées à l'Administration dans les quinze jours de l'envoi de l'accusé de réception de la demande.

Seul le dossier de demande d'agrément complet est recevable.

§ 3. Le Ministre se prononce sur la demande d'agrément dans les soixante jours à dater de la réception du dossier complet par l'Administration.

L'agrément prend effet à dater de la notification de l'arrêté d'agrément à l'organisation représentative demanderesse.

Art. 7. § 1^{er}. L'organisation représentative agréée est tenue d'informer l'Administration dans les plus brefs délais de toute modification de ses statuts et de tout changement intervenu dans la réunion des conditions visées à l'article 7, § 1^{er}, du décret.

Le Ministre peut retirer l'agrément de l'organisation représentative qui ne respecte pas cette obligation d'information. Il avertit l'organisation, par courrier recommandé, de son intention de retirer l'agrément et l'invite à s'expliquer de la carence constatée dans le délai qu'il fixe. L'organisation est entendue par le Ministre ou son délégué.

Le Ministre prend la décision de retrait de l'agrément dans les trente jours à dater de l'audition de l'organisation et au plus tard dans les trente jours à dater de l'expiration du délai visé à l'alinéa 2 du présent paragraphe.

Le retrait de l'agrément prend effet à la date fixée dans l'arrêté de retrait d'agrément.

§ 2. Le Ministre avertit, par courrier recommandé avec accusé de réception, l'organisation représentative agréée qui ne respecte plus les conditions visées à l'article 7 du décret.

A dater de la réception de cet avertissement, l'organisation concernée dispose d'un délai de trente jours pour transmettre au Ministre, par courrier recommandé avec accusé de réception, les pièces étayant son éventuelle explication ou régularisation ainsi qu'une éventuelle demande d'audition. L'organisation concernée est entendue par le Ministre ou son délégué dans les vingt jours qui suivent la demande d'audition.

Le Ministre prend la décision de retrait de l'agrément dans les trente jours à dater de l'audition de l'organisation et au plus tard dans les cinquante jours à dater de la réception des pièces.

Si l'organisation concernée ne transmet aucune pièce ou demande d'audition dans le délai de trente jours visé à l'alinéa 2 du présent paragraphe, le Ministre prend la décision de retrait dans les trente jours à dater de l'échéance de ce délai.

Le retrait de l'agrément prend effet à la date fixée dans l'arrêté de retrait d'agrément.

Art. 8. L'organisation représentative agréée introduit la demande de renouvellement de son agrément auprès de l'Administration, dans le délai prévu à l'article 7, § 3, du décret. Cette demande comprend les pièces actualisées visées à l'article 6, § 2, du présent arrêté.

Le Ministre se prononce sur la demande de renouvellement dans les soixante jours à dater de la réception du dossier complet par l'Administration.

Le renouvellement de l'agrément prend effet à dater de sa notification pour une durée de cinq ans.

CHAPITRE IV. — *Des jetons de présence et des frais de déplacement*

Art. 9. § 1^{er}. A l'exception des membres représentant le Ministre ou l'Administration, les membres de l'instance d'avis reçoivent un jeton de présence pour chaque réunion d'une demi-journée.

§ 2. Le montant du jeton est de 40 euros pour une demi-journée de travail.

§ 3. A l'exception des membres représentant le Ministre ou l'Administration :

a) les membres de la Commission des Lettres perçoivent une indemnité de lecture supplémentaire de 210 euros par présence effective à chaque réunion de travail de la Commission. Ce montant est plafonné à 840 euros par an;

b) les membres du Conseil de l'Aide aux Projets théâtraux perçoivent une indemnité de lecture supplémentaire de 75 euros par présence effective à chaque réunion de travail du Conseil. Ce montant est plafonné à 300 euros par an;

c) les membres du Conseil de la Musique contemporaine perçoivent une indemnité de lecture supplémentaire de 50 euros par présence effective à chaque réunion de travail du Conseil. Ce montant est plafonné à 200 euros par an;

d) les membres du Conseil des Musiques non classiques perçoivent une indemnité de lecture supplémentaire de 30 euros par présence effective à chaque réunion de travail du Conseil. Ce montant est plafonné à 200 euros par an.

Art. 10. Les membres de l'instance d'avis bénéficient d'une indemnité pour les frais de parcours entre leur domicile et le lieu de réunion, pour les rencontres effectuées à l'occasion de l'établissement d'un rapport ou pour toute autre tâche prévue par l'instance d'avis pour mener à bien leur mission. Cette indemnité est allouée conformément à la réglementation en vigueur pour les membres du personnel de rang 12 du Ministère de la Communauté française.

Le montant maximum de l'indemnité correspond au coût d'un billet de chemin de fer en première classe.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 12. La Ministre ayant la Culture dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 30 juin 2006.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,
Mme F. LAANAN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2006 — 3806

[2006/202954]

30 JUNI 2006. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector, inzonderheid op artikel 3, § 2, eerste lid, en artikel 7, § 4, gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2005, en artikel 15 vervangen bij het decreet van 20 juli 2005;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 24 januari 2006;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 27 januari 2006;

Gelet op het advies nr. 39.842/4 van de Raad van State, gegeven op 27 februari 2006, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 15 juni 2006;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 30 juni 2006;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd;

Na beraadslaging van de Regering,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « Decreet » : het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector;

2° « het Bestuur » : de algemene directie voor Cultuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

3° « Erkende representatieve organisatie » : de representatieve gebruikersorganisatie erkend krachtens artikel 7 van het decreet en hoofdstuk III van dit besluit;

4° « De Minister » : de Minister bevoegd voor de aangelegenheid waaronder de betrokken sector ressorteert.

HOOFDSTUK II. — *Benoeming van de leden van de adviesinstantie*

Art. 2. § 1. De Minister benoemt de leden van de adviesinstanties na een openbare oproep tot kandidaatstelling bedoeld in artikel 3, § 1, van het decreet.

§ 2. Deze oproep wordt door het Bestuur in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt en wordt onmiddellijk opgenomen op de website www.cultuur.be. Deze oproep wordt aan de betrokken adviesinstanties meegedeeld.

§ 3. De openbare oproep tot kandidaatstelling vermeldt de volgende elementen :

1° de onverenigbaarheden bedoeld in artikel 2 van het decreet;

2° het opschrift en het onderwerp van het of de mandaten;

3° de inhoud van de akte van kandidaatstelling zodat deze beschouwd wordt als volledig;

4° het adres waar deze verstuurd moet worden;

5° de termijn binnen dewelke deze moet worden verstuurd.

De akte van kandidaatstelling moet :

a) de motivering van de kandidaat bewijzen om binnen deze instantie te zetelen;

b) het of de mandaten vermelden waarvoor hij/zij zich kandidaat stelt in de hoedanigheid van werkende of plaatsvervangende kandidaat;

c) vermelden in welke hoedanigheid de kandidaat zich voorstelt (als professioneel, deskundige, gebruiker en/of in voorkomend geval of hij een ideologische of filosofische strekking volgt);

d) een *curriculum vitae* van de kandidaat bevatten;

e) de bevoegdheid of de beroepservaring van de kandidaat bewijzen wanneer hij zich als deskundige of professioneel voorstelt.

Art. 3. De akten van kandidaatstelling worden binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de bekendmaking van de openbare oproep in het *Belgisch Staatsblad* aan het Bestuur gestuurd.

De kandidaten krijgen een ontvangstbewijs van het Bestuur met vermelding, in voorkomend geval, van de ontbrekende stukken. Het Bestuur stuurt dit ontvangstbewijs binnen de vijftien dagen na de ontvangst van de akte van kandidaatstelling. De ontbrekende stukken worden toegevoegd aan het dossier als ze binnen de vijftien dagen na de verzending van het ontvangstbewijs van de kandidaatstelling aan het Bestuur worden meegedeeld.

Enkel het volledige dossier van de kandidaatstelling is ontvankelijk.

Art. 4. § 1. De Minister nodigt de betrokken erkende representatieve organisaties uit om hem de lijst van de personen die ze aanstellen mee te delen om ze binnen de instantie te vertegenwoordigen.

Deze uitnodiging wordt, binnen de vijftien dagen na de bekendmaking van de oproep tot kandidaatstelling in het *Belgisch Staatsblad*, bij aangetekende brief met ontvangstbewijs, gestuurd.

§ 2. Binnen de dertig dagen na de ontvangst van de uitnodiging sturen de geraadpleegde erkende representatieve organisaties de Minister en het Bestuur, bij aangetekende brief, een lijst van de personen die ze aanstellen om ze binnen de adviesinstantie te vertegenwoordigen.

Deze organisaties voegen bij de lijst meegedeeld aan het Bestuur elk stuk dat het bewijs levert van de bevoegdheid of de beroepservaring in de betrokken sector van de personen die ze aanstellen.

Art. 5. De Minister benoemt de leden van de adviesinstantie binnen een termijn van honderd twintig dagen te rekenen vanaf het verstrijken van de termijn bedoeld in artikel 3, eerste lid, van dit besluit.

HOOFDSTUK III. — *Erkenningsaanvraag en aanvraag om hernieuwing van de erkenning van representatieve organisaties*

Art. 6. § 1. De representatieve organisatie die haar erkenning aanvraagt, dient haar aanvraag schriftelijk bij het Bestuur in.

§ 2. Om ontvankelijk te zijn moet de erkenningsaanvraag de volgende documenten bevatten :

1° een afschrift van de statuten van de organisatie die van kracht zijn op de datum van de aanvraag, zoals bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*;

2° het huishoudelijk reglement van de organisatie;

3° een bijgehouden lijst van de leden van de beheersorganen;

4° het aantal leden van de betrokken sector die ze vertegenwoordigt;

5° een moreel verslag met inzonderheid de activiteiten die ontwikkeld worden tijdens het jaar dat voorafgaat aan het jaar van de indiening van haar aanvraag;

6° het project van activiteiten voorzien tijdens het jaar dat volgt op de indiening van de erkenningsaanvraag;

7° de rekeningen van het jaar dat voorafgaat aan de aanvraag en de begroting van het jaar van de aanvraag;

8° het overzicht van de personeelsleden, al dan niet bezoldigd, tewerkgesteld door de organisatie;

9° het overzicht van de materiële middelen waarover de organisatie beschikt.

De kandidaat krijgt voor de erkenningsaanvraag een ontvangstbewijs van het Bestuur met vermelding, in voorkomend geval, van de ontbrekende stukken. Het Bestuur stuurt dit ontvangstbewijs binnen de vijftien dagen na de ontvangst van de aanvraag. De ontbrekende stukken worden toegevoegd aan het dossier als ze binnen de vijftien dagen na de verzending van het ontvangstbewijs van de aanvraag aan het Bestuur worden meegedeeld.

Enkel het volledige dossier van de erkenningsaanvraag is ontvankelijk.

§ 3. De Minister spreekt zich uit over de erkenningsaanvraag binnen de zestig dagen na de ontvangst van het volledige dossier door het Bestuur.

De erkenning heeft uitwerking met ingang van de mededeling van het erkenningsbesluit aan de vragende representatieve organisatie.

Art. 7. § 1. De erkende representatieve organisatie is ertoe gehouden het Bestuur zo snel mogelijk in te lichten over elke wijziging van haar statuten en over elke verandering tijdens de vergadering van de voorwaarden bedoeld in artikel 7, § 1, van het decreet.

De Minister kan de erkenning intrekken van de representatieve organisatie die de informatieverplichting niet naleeft. Hij verwittigt de organisatie, bij aangetekende brief, van zijn bedoeling om de erkenning in te trekken en nodigt haar uit om uitleg te geven over het gebrek vastgesteld binnen de termijn die hij bepaalt. De organisatie wordt door de Minister of zijn afgevaardigde verhoord.

De Minister neemt de beslissing om de erkenning in te trekken binnen de dertig dagen na het verhoor van de organisatie en ten laatste binnen de dertig dagen na het verstrijken van de termijn bedoeld in het tweede lid van deze paragraaf.

De intrekking van de erkenning heeft uitwerking met ingang van de datum vastgesteld in het besluit van erkenningsintrekking.

§ 2. De Minister verwittigt, per aangetekende brief met ontvangstbewijs, de erkende representatieve organisatie die niet meer aan de voorwaarden bedoeld in artikel 7 van het decreet beantwoordt.

Na de ontvangst van deze verwittiging beschikt de betrokken organisatie over een termijn van dertig dagen om de stukken, per aangetekende brief met ontvangstbewijs, aan de Minister te sturen waarbij haar mogelijke verklaring of regularisatie alsook een mogelijke aanvraag om verhoor ondersteund worden. De betrokken organisatie wordt binnen de twintig dagen volgend op de aanvraag om verhoor door de Minister of zijn afgevaardigde verhoord.

De Minister neemt de beslissing om de erkenning in te trekken binnen de dertig dagen na het verhoor van de organisatie en ten laatste binnen de vijftig dagen na de ontvangst van de stukken.

Als de betrokken organisatie geen enkel stuk of geen enkele aanvraag om verhoor binnen een termijn van dertig dagen bedoeld in het tweede lid van deze paragraaf stuurt, neemt de Minister de beslissing om binnen de dertig dagen na het verstrijken van deze termijn de erkenning in te trekken.

De intrekking van de erkenning heeft uitwerking met ingang van de datum vastgesteld in het besluit van erkenningsintrekking.

Art. 8. De erkende representatieve organisatie dient de aanvraag om hernieuwing van haar erkenning bij het Bestuur in binnen de termijn bedoeld in artikel 7, § 3 van het decreet. Deze aanvraag bevat de bijgehouden stukken bedoeld in artikel 6, § 2 van dit besluit.

De Minister spreekt zich uit over de hernieuwingsaanvraag binnen de zestig dagen na de ontvangst van het volledige dossier door het Bestuur.

De erkenningshernieuwing heeft uitwerking met ingang van haar mededeling voor een termijn van vijf jaar.

HOOFDSTUK IV. — *Presentiegeld en verplaatsingskosten*

Art. 9. § 1. Met uitzondering van de leden die de Minister of het Bestuur vertegenwoordigen krijgen de leden van de adviesinstantie een presentiegeld voor elke vergadering van een halve dag.

§ 2. Het presentiegeld bedraagt 40 euro voor een halve dag werk.

§ 3. Met uitzondering van de leden die de Minister of het Bestuur vertegenwoordigen :

a) krijgen de leden van de Commissie voor Letteren een bijkomende vergoeding voor lezing van 210 euro per werkelijke aanwezigheid bij elke werkvergadering van de Commissie. Dit bedrag wordt tot maximum 840 euro per jaar beperkt;

b) krijgen de leden van de Raad voor de hulpverlening aan theaterprojecten een bijkomende vergoeding voor lezing van 75 euro per werkelijke aanwezigheid bij elke werkvergadering van de Raad. Dit bedrag wordt tot hoogstens 300 euro per jaar beperkt;

c) krijgen de leden van de Raad voor de hedendaagse muziek een bijkomende vergoeding voor lezing van 50 euro per werkelijke aanwezigheid bij elke werkvergadering van de Raad. Dit bedrag wordt tot hoogstens 200 euro per jaar beperkt;

d) krijgen de leden van de Raad voor de niet-klassieke muziek een bijkomende vergoeding voor lezing van 30 euro per werkelijke aanwezigheid bij elke werkvergadering van de Raad. Dit bedrag wordt tot hoogstens 200 euro per jaar beperkt.

Art. 10. De leden van de adviesinstanties krijgen een vergoeding voor de reiskosten tussen de woonplaats en de plaats van de vergadering voor de ontmoetingen bij het opmaken van een verslag of voor elke andere taak voorzien door de adviesinstantie om hun opdracht te vervullen. Deze vergoeding wordt toegekend overeenkomstig de regelgeving die van toepassing is op de personeelsleden van rang 12 van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Het maximumbedrag van de vergoeding komt overeen met de kosten van een treinbiljet in eerste klasse.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 12. De Minister tot wier bevoegdheid de Cultuur behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 30 juni 2006.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Cultuur, de Audiovisuele sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2006 — 3807

[2006/202830]

14 JUILLET 2006. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française octroyant une dotation ou une subvention complémentaire pour l'année scolaire 2006-2007 aux implantations bénéficiaires de discriminations positives et aux implantations sortantes, en application de l'article 9 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les lois coordonnées le 17 juillet 1991 sur la comptabilité de l'Etat;

Vu le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, notamment l'article 9;

Vu le décret du 16 décembre 2005 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 2006;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 décembre 1995 relatif au contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 juillet 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 juillet 2006;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 14 juillet 2006;

Arrête :

Article 1^{er}. Une dotation globale de deux cent soixante-deux mille sept cent quarante-neuf euros et cinquante-deux eurocent (262.749,52 EUR) à charge du crédit inscrit à l'allocation de base 01.02 du programme d'activités 90 de la division organique 51 est allouée pour l'année scolaire 2006-2007 au réseau d'enseignement organisé par la Communauté française pour ses implantations bénéficiaires des discriminations positives et ses implantations sortantes.

Art. 2. Une subvention globale de deux millions deux cent treize mille six cent dix euros septante sept eurocent (2.213.610,77 EUR) à charge du crédit inscrit à l'allocation de base 01.02 du programme d'activités 90 de la division organique 51 est allouée pour l'année scolaire 2006-2007 au réseau d'enseignement officiel subventionné pour ses implantations bénéficiaires des discriminations positives et ses implantations sortantes.

Art. 3. Une subvention globale de un million trois cent dix-sept mille quatre cent vingt-neuf euros douze eurocent (1.317.429,12 EUR) à charge du crédit inscrit à l'allocation de base 01.02 du programme d'activités 90 de la division organique 51 est allouée pour l'année scolaire 2006-2007 au réseau d'enseignement libre subventionné pour ses implantations bénéficiaires des discriminations positives et ses implantations sortantes.

Art. 4. Les dotations et subventions visées aux articles 1^{er} à 3 sont destinées à couvrir des dépenses de fonctionnement, conformément au tableau repris en annexe.

Art. 5. Les dotations ou subventions inférieures ou égales à cinq mille euros sont liquidées en une seule tranche à partir du 1^{er} septembre 2006.

Art. 6. Les dotations ou subventions supérieures à cinq mille euros sont liquidées en deux tranches respectivement de 80 % au 1^{er} septembre 2006 et 20 % au 1^{er} janvier 2007.

Art. 7. Le Chef d'établissement, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, et le Pouvoir organisateur, pour l'enseignement subventionné, d'une implantation bénéficiaire de discriminations positives ou d'une implantation sortante tient à la disposition du service de la Vérification de la Communauté française, pendant une durée de dix ans, une comptabilité séparée, reprenant le compte détaillé des recettes et des dépenses accompagné de toutes les pièces originales justificatives indiquées chronologiquement.